



Les OMD, le contribuable et l'efficacité de l'aide

par Ida Mc Donnell et Henri-Bernard Solignac Lecomte¹

Avec les OMD et des ambitions renouvelées en matière d'efficacité, les bailleurs ont l'occasion d'expliquer au public ce qu'ils font pour l'aide au développement. A défaut, ils courent le risque de voir le scepticisme croissant des contribuables entamer leur soutien.

S'ils sont sincèrement engagés à combattre la pauvreté et à assurer un développement durable, les responsables politiques des pays bailleurs qui participeront au sommet des Nations unies de septembre 2005 sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ont tout intérêt à pouvoir compter sur une opinion publique mieux sensibilisée et plus critique à l'égard de l'aide, au lieu du soutien passif et quelque peu aveugle qu'elle apporte jusqu'à présent.

D'aucuns pourrait rétorquer qu'au contraire les promesses successives d'augmenter l'aide publique au développement (APD) sont d'autant mieux acceptées par l'opinion qu'elle ne réalise pas vraiment de quoi il s'agit : la plupart croient que l'« aide » traduit en actions leurs sentiments de compassion et de solidarité à l'égard des victimes de crises humanitaires, ignorant que les professionnels désignent en fait sous ce nom un ensemble d'instruments et de processus bien moins médiatiques par lesquels ils s'efforcent de contribuer au développement à long terme des pays pauvres. Pourtant, tabler sur le *statu quo* ne serait pas sans risque : les déficits budgétaires tenaces et la croissance économique atone des pays de l'OCDE peuvent à tout moment remettre en cause les promesses de hausse de l'APD, surtout avec l'éclatement prévisible de la « bulle » des allègements de dette. Étayée par le fragile soutien des contribuables des pays de l'OCDE, l'APD est souvent l'un des premiers postes sacrifiés en cas de difficultés.

Seule une opinion publique plus sensible et davantage concernée par le développement des pays pauvres peut faire des OMD et de leurs problématiques des enjeux politiques nationaux. Les engagements pris au titre de l'APD seraient ainsi plus facilement préservés. Faut-il encore que les citoyens aient l'opportunité de participer à un véritable débat sur ces questions, afin qu'une « véritable » base politique puisse se former. Pour les décideurs, c'est un risque, car la pression de l'opinion publique introduirait une contrainte nouvelle, celle de démontrer l'efficacité des politiques de coopération au développement ; mais c'est aussi une opportunité, car cette pression peut précisément être l'aiguillon qui manque aux réformateurs pour renforcer significativement cette efficacité et atteindre les OMD dans tous les pays pauvres. Sensibiliser davantage l'opinion publique est donc un des défis essentiels de l'initiative mondiale pour les OMD.

Les OMD, vous connaissez ?

Cinq ans après le sommet du Millénaire, les OMD et les défis qu'ils sont censés relever sont encore loin de figurer dans les programmes électoraux des pays bailleurs. Les derniers sondages d'opinion réalisés au Canada, aux États-Unis et dans l'Union européenne en témoignent, une minorité de citoyens

des pays de l'OCDE – 12 pour cent en moyenne – a effectivement entendu parler des OMD (Eurobaromètre, 2005 ; Focus Canada, 2004 ; pour une liste exhaustive des différents sondages, voir en fin de document). La sensibilisation « réelle » est probablement encore plus faible : au Canada par exemple, 62 pour cent des individus ayant entendu parler des OMD (soit 13 pour cent des personnes interrogées) étaient incapables de dire à quoi ils se rapportaient. Bien entendu, la sensibilisation aux OMD ne doit pas être confondue avec l'engagement des gens contre la pauvreté dans le monde et la conscience qu'ils en ont. Si dans certains cas la proportion de ceux qui reconnaissent avoir entendu parler des OMD est inférieure ou proche de la moyenne (comme au Royaume-Uni [8 pour cent] et aux Pays-Bas [13 pour cent])², c'est que les différentes campagnes de sensibilisation ont mis l'accent sur les problèmes qui sous-tendent les OMD, plutôt que sur les OMD eux-mêmes (encadré 1).

Encadré 1. Royaume-Uni 2005 : mobilisation massive contre la pauvreté mondiale

La campagne « Abolissons la pauvreté » qui appelle au commerce équitable, à l'annulation de la dette ainsi qu'à un accroissement et une optimisation de l'aide aux pays les plus pauvres du monde, a largement contribué au débat public sur les OMD et à une mobilisation massive. Près de 250 000 personnes ont ainsi manifesté à Édimbourg le 2 juillet dernier, pendant le sommet du G8 (www.makepovertyhistory.org/).

De plus, alors que les OMD font de l'aide une solution parmi d'autres pour réduire la pauvreté (avec les échanges commerciaux, les annulations de dette, etc.), la connaissance qu'ont les citoyens de l'OCDE des questions de développement se cantonne essentiellement à l'aide – qu'ils sont en moyenne 80 pour cent à appuyer depuis des décennies mais qu'ils confondent avec l'action humanitaire (Mc Donnell *et al.*, 2003 ; Eurobaromètre, *ibid.* ; Synovate, 2005). Seule une minorité d'individus – en général des citoyens cosmopolites, jeunes et éduqués – est effectivement au courant et se sent concernée. Même si l'on constate parmi les « engagés passifs » une sensibilisation croissante aux questions de la dette et des échanges, la plupart ne comprennent pas les enjeux et manifestent lassitude et scepticisme à leur égard (Synovate, *ibid.*).

La concrétisation des OMD en 2015 : un optimisme mitigé

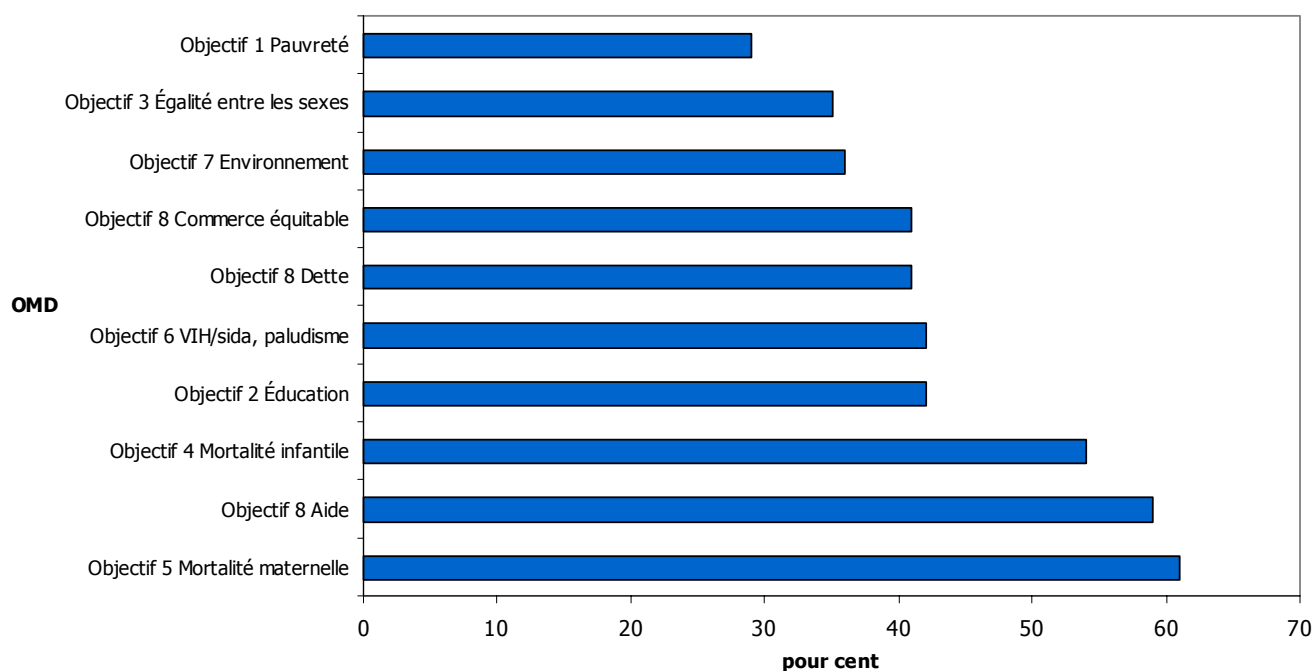
Dans les pays de l'OCDE, l'objectif de réduire de moitié la pauvreté dans le monde d'ici 2015 est considéré comme le moins réaliste de tous (figure 1). Seuls 29 pour cent des Européens et 31 pour cent des Canadiens estiment que la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim seront une réalité à cette date (Eurobaromètre, *ibid.* ; Focus Canada, *ibid.*). En 2002, les leaders d'opinion des pays industrialisés n'étaient que 16 pour cent à estimer que l'on arriverait « très probablement » ou « probablement » à réduire la pauvreté de moitié d'ici 2015 (Banque mondiale, 2003). Pourtant, au vu des seules performances économiques de la Chine et de l'Inde, cet objectif a de grandes chances de se concrétiser à l'échelon mondial.

Ce pessimisme est probablement alimenté par la perception que les gens ont de l'ampleur du défi, par rapport aux autres objectifs. Le sondage canadien révèle que les obstacles à la concrétisation des OMD le plus souvent cités sont le manque d'argent ou de ressources (18 pour cent), l'absence de volonté politique (18 pour cent) et l'énormité de la tâche (14 pour cent).

L'optimisme est plus marqué en ce qui concerne la réduction de la mortalité maternelle et infantile : il faut peut-être y voir une réaction émotionnelle, les réponses traduisant davantage l'espoir des personnes interrogées qu'un jugement rationnel quant à la probabilité de concrétisation de l'objectif. L'opinion publique tend en effet à être plus sensible aux problèmes touchant les femmes et les enfants (d'où l'utilisation de ce type d'images par les ONG pour les collectes de fonds ou par les médias, lors des reportages sur les famines, les guerres, etc.)

Les citoyens de l'OCDE estiment que leurs gouvernements honoreront les promesses d'augmentation de l'APD pour les pays engagés dans la lutte contre la pauvreté. Ce qui prouve qu'ils n'ont pas besoin d'être convaincus de la nécessité d'augmenter les volumes d'aide, même si la formulation de la question – qui associe l'aide aux « bons pays » – peut avoir influencé leur réponse. Peut-être sont-ils d'autant plus confiants qu'ils ont le sentiment de participer à cet effort d'aide, indirectement (par l'impôt) et directement (par leurs dons aux ONG). Ce n'est pas le cas pour les politiques plus complexes que sont les échanges et les allègements de dette. On retiendra que les gens semblent convaincus de l'importance de l'aide, en dépit de leurs réserves quant à son efficacité.

Figure 1. **OMD qui seront certainement/probablement atteints d'ici 2015**
(États membres de l'Union européenne, décembre 2004)



Source : Eurobaromètre spécial 222, vague 62.2 TNS Opinion & Social, *Attitudes envers l'aide au développement*, 2005, Bruxelles.

Les citoyens des pays de l'OCDE se prononcent sur les actions officielles à engager pour réaliser les OMD

Interrogées sur les initiatives que leurs gouvernements devraient engager (sondages Eurobaromètre et Focus Canada), les personnes étaient invitées à choisir leur réponse dans une liste tournant essentiellement autour des cibles des OMD 7 et 8³. Leurs réponses (figure 2) sont révélatrices des messages que les pouvoirs publics devraient véhiculer quant à leurs actions et aux résultats obtenus dans la lutte contre la pauvreté dans le monde. Ainsi, les *conflits* sont perçus comme un obstacle majeur à la réalisation des OMD. Les citoyens souhaitent donc savoir ce que leur gouvernement fait pour empêcher les ventes d'armes aux pays pauvres et mal dirigés. Les sondages montrent aussi que les citoyens des pays de l'OCDE – et en particulier au Canada, où ce point arrive avant l'augmentation des volumes d'aide – sont prêts à accepter *un traitement commercial plus équitable* pour les pays en développement. Pourtant, l'initiative de l'Union européenne « Tout sauf les armes » – qui autorise l'accès au marché communautaire en franchise de droits de tous les biens en provenance des pays les moins avancés, à l'exception des armes et des munitions – si elle a été défendue par la Commission européenne depuis Bruxelles, n'a pratiquement pas été relayée sur le terrain par les grandes figures politiques des États membres.

La formation d'une base politique exige de nouvelles ressources

Si l'on veut que se forme parmi les citoyens une base solide de soutien aux OMD, il faut déployer des stratégies de sensibilisation à long terme qui soient en même temps capables d'atteindre un public déjà submergé d'informations. Ce qui est loin d'être évident dans la mesure où l'engagement du public et l'éducation au développement n'ont jamais fait partie des priorités des politiques nationales de coopération au développement. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les budgets alloués à la sensibilisation aux questions de développement sont très faibles (tableau 1). On estime à 200 millions d'euros (ou 0.26 pour cent de l'APD totale) le budget global annuel que les pays membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) consacrent à l'information du public, à la communication et à l'éducation au développement. Si les Pays-Bas dépensent pratiquement 4 euros par habitant pour ces questions, la Norvège 2.50 euros, la Suède 2.29 euros et la Belgique 2 euros, que dire de l'Allemagne (0.12 euro), de l'Australie (0.08 euro) ou du Japon (0.04 euro) ? En mai 2005, une conférence européenne proposait de fixer à 3 pour cent de l'APD le niveau minimum de dépenses pour la sensibilisation et l'éducation au développement de l'opinion publique⁴.

Tableau 1. **Budgets des bailleurs du CAD/OCDE pour l'information et l'éducation au développement**

Pays / bailleur	Année	Information du public et communication (millions d'euros)	Éducation au développement (millions d'euros)	Dépenses totales (millions d'euros)	Part de l'APD totale (%)	Dépenses par habitant (en euro)
Allemagne	2004	1	10	10	0.18	0.12
Australie	2004/05	1.28	0.45	1.74	0.15	0.08
Autriche	2004	1.38	4	5.38	0.96	0.67
Belgique	2003	21	n.d.*	21	1.79	2.02
Canada	2004	8.6	3.8	12.4	0.60	0.38
Commission européenne (DG DEV)	2004	3.04	0.16	3.2	n.d.	n.d.
Danemark	2004	1.48	7.09	8.57	0.52	1.59
Espagne ^{c)}	2003	n.d.	3.18	3.18	0.15	0.08
États-Unis	2005	2.48	n.d.	2.48	0.02	0.008
Finlande	2004	1.45	1.62	3.07	0.58	0.59
France ^{a)}	2004	2	2.6	4.6	0.07	0.08
Grèce	2004	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Irlande	2004	0.85	2.9	3.75	0.79	0.94
Italie	2004	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Japon	2004	6.1	0.18	6.28	0.09	0.04
Luxembourg	2004	0.24	0.96	1.2	0.62	2.5
Norvège ^{b)}	2005	11.6	n.d.*	11.6	0.65	2.56
Nouvelle-Zélande	2004	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Pays-Bas	2004	4	60	64	1.86	3.96
Portugal	2004	0.25	0	0.25	0.03	0.006
Royaume-Uni	2004/05	2.98	9.01	12	0.19	0.2
Suède	2005	7.58	13	20.58	0.94	2.29
Suisse	2004	5.85	1.94	7.79	0.70	1.05
		83.16	120.71	203.87	0.26	

Notes : * Le budget de l'éducation au développement n'a pas pu être dissocié du budget global consacré à l'information du public et à la communication.

a) Comprend le budget du ministère des Affaires étrangères (DGCID) et l'Agence française de développement.

b) Correspond au seul budget du ministère des Affaires étrangères.

c) Estimation à partir des données du CAD (code 99820, « Promotion de la sensibilisation au développement »).

n.d. non disponible.

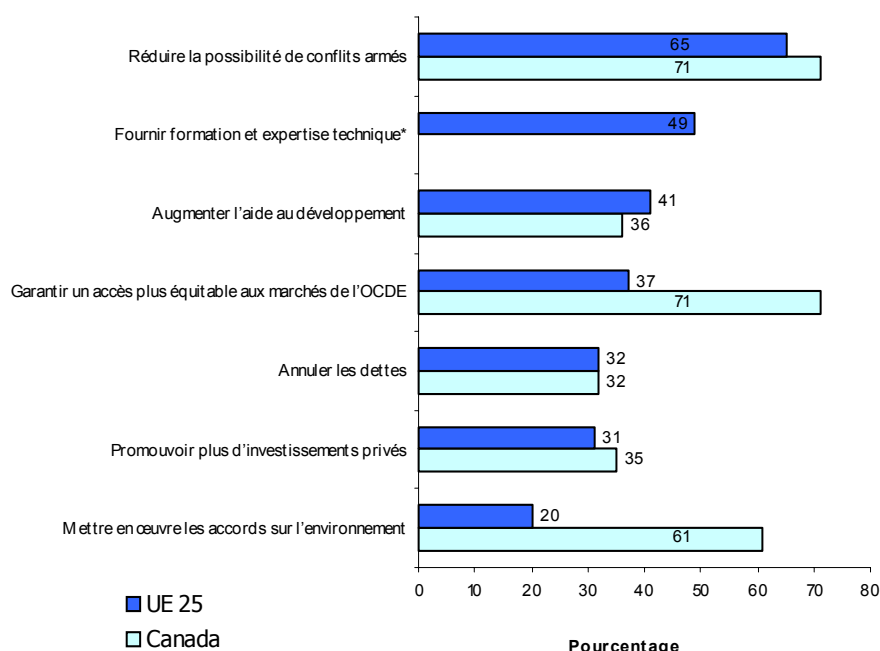
Sources : questionnaire diffusé en 2005 lors de la réunion annuelle des responsables de l'information et de la communication du CAD. D'autres informations proviennent des agences de coopération au développement/des ministères. Données APD : Données préliminaires pour 2004, Statistiques CAD/OCDE, disponible sur www.oecd.org/dataoecd/59/51/34700392.pdf.

Désarmer le scepticisme vis-à-vis de l'efficacité de l'aide

On constate un scepticisme généralisé parmi les défenseurs de l'aide, la plupart se demandant si elle parvient vraiment aux populations démunies, ses premiers destinataires. Ils mettent en cause les gouvernements corrompus des pays en développement et déplorent une gestion inadéquate, aussi bien chez les bailleurs que chez les bénéficiaires (encadré 2). Il s'agit là d'un immense défi pour les responsables de la communication et de l'éducation au développement – mais

le fait que les gens soient convaincus de *la nécessité d'augmenter l'aide* (figure 2) montre que, à condition de s'y attaquer franchement, ce scepticisme pourrait être combattu. L'engagement des autorités des pays en développement à lutter contre la pauvreté devrait être mesuré en fonction de leurs efforts pour endiguer la corruption et le détournement de l'aide, mettre en œuvre les stratégies de réduction de la pauvreté et promouvoir des réformes politiques. Le produit de ces efforts devrait ensuite être largement diffusé : c'est de résultats concrets, pas de promesses généreuses, que le contribuable veut entendre parler.

Figure 2. **Réalisation des OMD : actions prioritaires pour les pays de l'OCDE**
(États membres de l'Union européenne et Canada, décembre 2004)



* = non disponible pour le Canada

Source : Eurobaromètre spécial 222, vague 62.2, TNS Opinion & Social, *Attitudes envers l'aide au développement*, 2005, Bruxelles ; Focus Canada, Environics Research Group, 2004, *Canadian Attitudes towards Development Assistance*, Canada.

Encadré 2. L'efficacité de l'aide vue par les citoyens

- 51 pour cent des Européens pensent que l'aide fournie par leur gouvernement contribue à améliorer la vie des populations démunies des pays en développement (Eurobaromètre, *ibid.*) ;
- en moyenne, 17 pour cent déclarent ne pas savoir si l'aide fait vraiment une différence, proportion qui atteint 34 pour cent au Portugal, 24 pour cent en Italie, 23 pour cent en Irlande et 22 pour cent en Espagne (*ibid.*) ;
- 58 pour cent des leaders d'opinion dans les pays industrialisés sont « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » avec l'idée que la corruption entraîne un gaspillage de l'aide étrangère (Banque mondiale, 2003).
- Au Danemark, 52 pour cent des personnes interrogées pensent que l'essentiel de l'APD passe en dépenses d'administration et ne bénéficie donc pas aux pauvres, alors que 49 pour cent croient qu'elle n'atterrit pas dans les bonnes poches (ministère danois des Affaires étrangères, 2004).
- Au Japon, plus de la moitié des personnes interrogées n'approuvaient pas la qualité de l'aide (JICA, 2001).
- Huit Canadiens sur dix (82 pour cent) estiment qu'une grande partie de l'aide accordée aux pays pauvres ne parvient jamais aux personnes qui en ont le plus besoin. Ils sont 45 pour cent à estimer que la corruption ou la prévarication des dirigeants et des hommes politiques des pays en développement est à l'origine d'une telle situation (Focus Canada, Environics Research Group, 2004).
- En 2001, 57 pour cent des Norvégiens pensaient que l'aide d'urgence était efficace contre 40 pour cent pour l'assistance à long terme. Ils étaient 67 pour cent à estimer que l'octroi de l'aide devait être conditionné, notamment au respect des droits de l'homme (Statistics Norway, 2002).

Et maintenant ?

La nécessité d'adopter de nouvelles stratégies pour communiquer sur les réalités et les difficultés du développement est évidente. A cette fin, les agences d'aide ont entrepris d'améliorer leur coopération, tant entre elles qu'avec les ONG (encadré 3). Les responsables de communication et les éducateurs au développement doivent trouver de nouvelles idées pour *prouver* aux citoyens que les bailleurs et les pays bénéficiaires œuvrent effectivement en ce sens dans le cadre d'un effort international concerté

de lutte contre la pauvreté. Les OMD peuvent devenir l'aune contre laquelle mesurer les résultats atteints par les autorités des pays en développement et les bailleurs, grâce à une aide accrue et optimisée, un commerce plus équitable, les allègements de dette et une bonne gouvernance. Une plus grande transparence vis-à-vis du public dans les pays donateurs viendrait consolider les efforts des agences d'aide pour améliorer l'efficacité de cette dernière, ainsi qu'elles s'y sont engagées dans la *déclaration de Paris* (2005).

Encadré 3. Mieux sensibiliser l'opinion publique dans les pays de l'OCDE

- Le Réseau informel des responsables d'information et de communication du CAD coordonne les activités visant à faire de la communication pour le développement une priorité dans les pays de l'OCDE ; ses membres œuvrent ensemble à l'approfondissement du partage des connaissances et des bonnes pratiques. Leurs activités actuelles portent sur l'évaluation et les enjeux des actions de communication en appui à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide : www.oecd.org/dev/opinion
- La campagne des Nations unies en faveur des objectifs du Millénaire se déploie à l'échelon national et international pour enclencher un mouvement mondial en faveur de la réalisation des OMD et de l'éradication de l'extrême pauvreté d'ici 2015 : www.millenniumcampaign.org/
- Le projet du Réseau européen d'éducation à la citoyenneté mondiale (GENE), coordonné par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, conduit des examens par les pairs sur ce type d'éducation dans les pays européens : www.coe.int/T/E/North-South_Centre/
- Les ONG européennes se sont associées pour œuvrer à l'amélioration de la qualité de leurs actions dans le cadre du forum CONCORD sur l'éducation au développement et du Projet pour l'éducation au développement en Europe (DEEEP) : www.deep.org/
- L'Action mondiale contre la pauvreté est une alliance internationale qui se bat pour que les leaders du monde entier tiennent leurs promesses et pour que des résultats concrets dans la lutte contre la pauvreté soient enregistrés en 2005 : www.whiteband.org/

Notes

1. Nos très sincères remerciements à Colm Foy et Félix Zimmermann.
2. Un sondage national d'opinion commandé en 2005 par le Comité national des Pays-Bas pour la coopération internationale et le développement durable (NCDO) obtient des résultats légèrement divergents de ceux de l'Eurobaromètre, avec 20 pour cent des personnes interrogées déclarant avoir entendu parler des OMD (voir intervention de S. Penseel, de la NCDO : www.oecd.org/dev/meetings/HOI2005).
3. Quant aux Américains interrogés sur leur objectif préféré, ils choisissent en premier l'enseignement primaire universel (23 pour cent), puis le VIH/sida et le paludisme (20 pour cent) et enfin l'accès à l'eau potable (16 pour cent) (POS avec Talme & Drake Research Strategies Inc., 2004).
4. « Les autorités nationales et européennes devraient veiller à ce qu'il y ait, dans leur planification, un financement suffisant pour l'éducation au développement et la sensibilisation. Il est proposé que la Commission européenne et les États membres visent au moins 3% de l'APD, comme proposé dans un rapport du PNUD. Cette augmentation du financement sous-entend la qualité, l'efficacité et l'efficacité indispensables des activités d'éducation au développement et de sensibilisation ». Conclusion B-5 de la Conférence européenne pour la sensibilisation à la solidarité mondiale Nord-Sud, organisée par la direction générale de la coopération belge au développement et la Commission européenne avec le soutien du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, du Centre de développement de l'OCDE et de CONCORD (www.euforic.org/awareness-sensibilisation).

Bibliographie

- Banque mondiale (2003), *The Global Poll Multinational Survey of Opinion Leaders 2002*, Princeton Survey Research Associates pour la Banque mondiale, Washington, D.C.
- Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (2005) : www.aidharmonization.org/
- Eurobaromètre spécial 222, vague 62.2, TNS Opinion & Social (2005), *Attitudes envers l'aide au développement*, Bruxelles http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/ebs/ebs_222_en.pdf
- Focus Canada, Environics Research Group (2004), *Canadian Attitudes toward Development Assistance*, Ottawa.
- HCCI (2004), *Sensibilisation du public aux questions de coopération et de solidarité internationale : le volet « collectivités locales »*, Haut Conseil de la co-opération internationale, Paris.
- JICA (2001), "JICA ni kansura zenkoku simin anke-to chosa houkokusho", mars.
- Mc Donnell, I., H.-B. Solignac Lecomte et L. Wegimont (2003) (dir. pub.), *L'Opinion publique contre la pauvreté*, Études du Centre de développement de l'OCDE, avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, OCDE, Paris.
- Public Opinion Strategies (POS) avec Talmey & Drake Research Strategies Inc. (2004), *MDG Campaign Research: A Survey of 1,000 Registered Voters Conducted April 13-18*, pour le compte de la campagne pour un monde meilleur, Washington, D.C.
- Rønning, E. (2000), *Holdninger til og kunnskap om norsk utviklingshjelp 1999*, Oslo.
- Statistics Norway (2002), *Attitudes towards Norwegian Development Aid in 2001: Persistent approval of development aid*, Oslo: www.ssb.no/uhjelphold_en/
- Synovate Research Inventad (2005), *Public Perceptions of Poverty, Qualitative Research Findings: Wave 1*, Royaume-Uni, non publié.
- The Danish Population's Perception and Knowledge of Development Assistance Issues* (2004), communiqué envoyé par le ministère danois des Affaires étrangères, non publié.

Repères du Centre de développement de l'OCDE

- n° 12 *Le système international d'aide : une question de perspective* par Felix Zimmermann
- n°11 *L'assurance maladie privée dans les pays en développement – une solution pour les pauvres ?* par Denis Drechsler et Johannes Jütting
- n°10 *La dynamique humaine de l'aide* par Malcolm MacLachlan et Stuart C. Carr
- n°9 *Capacités d'adaptation et développement à effet d'intégration* par Ulrich Hiemenz
- n°8 *Énergie et pauvreté en Afrique* par Céline Kauffmann
- n°7 *Le financement des PME en Afrique* par Céline Kauffmann
- n°6 *L'économie africaine en 2004 : des perspectives prometteuses ?* par Nicolas Pinaud et Lucia Wegner
- n°5 *Décentralisation et réduction de la pauvreté* par Johannes Jütting, Elena Corsi et Albrecht Stockmayer
- n°4 *Cohérence des politiques des pays OCDE : la preuve par l'Asie de l'Est* par Kiichiro Fukasaku et Alexandra Trzeciak-Duval
- n°3 *La gouvernance d'entreprise : un défi pour le développement* par Charles Oman et Daniel Blume
- n°2 *Mobiliser l'opinion publique contre la pauvreté* par Jude Fransman et Henri-Bernard Solignac Lecomte
- n°1 *Vers un Accord de libre-échange en Asie de l'Est* par Shujiro Urata

Pour consulter les *Repères* du Centre de développement

www.oecd.org/dev/reperes

les *Cahiers de politique économique*

www.oecd.org/dev/cahiers

ou les nouveaux *Documents de travail*

www.oecd.org/dev/dt



Les lecteurs sont invités à citer ou reproduire les informations des *Repères* du Centre de développement de l'OCDE dans leurs propres publications. En échange, le Centre demande les remerciements de rigueur ainsi qu'un exemplaire de la publication. Le texte intégral des *Repères* et d'autres informations sur le Centre de développement et ses travaux sont disponibles sur : www.oecd.org/dev.

Centre de développement de l'OCDE
2, rue André-Pascal,
75775 Paris Cedex 16, France
Tél : 33 (0)1 45.24.82.00
Fax : 33 (0)1 44.30.61.49
mél : cendev.contact@oecd.org